

Revue de l'Association Francophone Internationale de Recherche Scientifique en Éducation
www.la-recherche-en-education.org

N.º 11 (2014), pp. 5-18

Perspectives comparées sur la construction d'un thème de recherche : la mobilité étudiante internationale dans l'enseignement supérieur en Amérique Latine et en Europe

Sylvie Didou Aupetit

DIE-CINVESTAV et UNESCO¹

didou@cinvestav.mx

Résumé

Dans cet article, nous proposons d'esquisser un bilan des recherches effectuées en Amérique Latine, sur une question précise, celle de la mobilité étudiante internationale durant la dernière décennie. L'objectif principal est d'élaborer un état des lieux structuré autour d'une analyse systématique des données utilisées pour la mesurer et des grands thèmes de la littérature produite par la recherche en éducation. Afin d'identifier redondances et apports originaux de cette dernière par rapport à d'autres approches concurrentes en sociologie, économie et démographie, nous identifierons les registres par rapport auxquels elle prend sens. Nous terminons sur des recommandations visant à suggérer des contenus pour un agenda de recherche et de développement de certaines méthodologies.

Mots-clés : Recherche en éducation – État des savoirs – Mobilité étudiante internationale – Politiques publiques de recherche et d'enseignement supérieur

1. Introduction

Des politiques délibérées d'internationalisation de l'enseignement supérieur ont été mises en place durant les vingt dernières années en Amérique Latine et dans les Caraïbes, avec plus ou moins de bonheur selon les pays. Elles se sont traduites par un regain d'intérêt pour la circulation internationale des étudiants du supérieur, par un foisonnement de programmes appuyant celle-ci par le biais de bourses, de crédits et d'exemption de droits d'inscription et par un renouvellement des acteurs de la mobilité, de leurs schémas d'échange et de leurs trajectoires de formation. Les chercheurs en éducation n'ont pas été insensibles à ces changements, d'autant que, sous l'égide d'organismes internationaux comme l'Organisation pour la Coopération et le Développement (OCDE) ou l'UNESCO, la mobilité étudiante internationale est redevenue un thème crucial de l'expertise internationale et même de la recherche, depuis une dizaine d'années, sous l'angle de l'évaluation des politiques publiques autant que de l'analyse des réseaux.

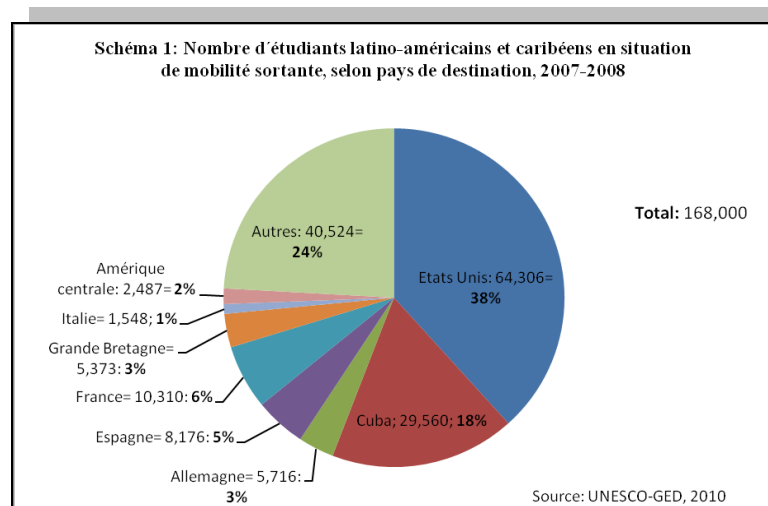
Eu égard à la recrudescence d'une production intellectuelle (de spécialistes et d'experts) sur cette question, nous nous attacherons à détecter les aspects abordés à partir d'une des banques

de données les plus souvent utilisées pour mesurer et penser le phénomène, celle de l'UNESCO. A cette fin, nous élaborerons une première cartographie des savoirs produits. Nous réfléchissons sur la manière dont les politiques publiques pour la mobilité étudiante internationale ont été prises en compte comme objets d'études par les chercheurs. Finalement, nous proposerons des perspectives et lignes de recherche à consolider, au vu des transformations concrètes qui l'ont affectée au long de la décennie: à ce propos, nous mettrons en regard quelques références à la mobilité étudiante en Europe pour souligner des thèmes absents de la recherche dans notre région de référence.

L'hypothèse centrale est que les réponses analytiques, telles qu'elles sont formulées par les chercheurs, sont clivées en Amérique Latine par rapport aux mutations qui ont marqué les processus de mobilité. Une seconde hypothèse est qu'un état des lieux, même préliminaire, démontre que des seuils de saturation ont été atteints à propos de certaines données alors que de larges pans d'ombre empêchent d'appréhender en finesse des aspects novateurs. Pour démontrer l'une et l'autre, nous consulterons d'abord les indicateurs de situation disponibles à échelle mondiale, ensuite, les références que le moteur *Google scholar* identifie à partir des mots « mobilité étudiante », « diasporas », « élites internationales » et « migration de ressources humaines hautement qualifiées » et enfin, des études de cas et opinions d'experts, comme ceux mis en ligne par l'Observatoire des Mobilités Académiques et Scientifiques (OBSMAC) de l'Institut International pour l'Enseignement Supérieur en Amérique Latine et les Caraïbes (IESALC) de l'UNESCO, sur les politiques de bourses et de retour mises en place par les gouvernements durant les deux dernières décennies.

1. Le décompte des mobilités entrantes et sortantes en Amérique Latine : un exercice sur les données UNESCO

Le nombre des étudiants internationaux originaires de l'Amérique Latine et des Caraïbes n'a pas explosé depuis 1990, comme il l'a fait dans d'autres régions et à échelle mondiale. Il avait même légèrement chuté au début de la décennie passée avant d'amorcer une reprise de croissance modérée. De la sorte, la quantité d'étudiants internationaux en situation de mobilité sortante n'atteignait que 168000 en 2008 et le coefficient régional de mobilité internationale, calculé sur la base du pourcentage de ces étudiants versus le total des effectifs de même niveau inscrits dans des établissements du pays, était très restreint en moyenne régionale (à peine 1%). Toutefois, ces deux caractéristiques n'étaient que les plus visibles et en dissimulait d'autres, d'égale importance, telle la concentration bipolaire des étudiants latino-américains aux États-Unis et à Cuba.



Malgré ce *mainstream*, les choix de mobilité sortante soient hétérogènes selon les pays destinataires puisque même les États-Unis recevaient 21% des étudiants en situation de mobilité internationale et 38% des latino-américains, mais ils accueillaient 62% des mexicains, en 2010-11. En outre, le flux originaire de l'Amérique Latine repose sur quelques moteurs : le Brésil, le Mexique, la Colombie et dans une moindre mesure, l'Argentine et le Pérou en fournissaient à eux seuls (sur les pays de la région) plus de la moitié, en 2007-8. La distribution des visas aux étudiants latino-américains confirme cette impression, en France, en Espagne et aux États Unis.

Tous ces traits sont bien établis et très régulièrement mis à jour lorsque l'UNESCO publie ses statistiques sur les étudiants étrangers (UNESCO-GED, 2010) : celles-ci permettent de comptabiliser l'ampleur du phénomène global dans les divers pays de réception ; elles laissent également entrevoir une diversification géographique des parcours de mobilité sortante (quoique encore marginale) et dans une moindre mesure, une redéfinition des stratégies d'attractivité opérées par les pays d'Amérique Latine envers les étudiants internationaux. Les spécialistes de la région y puisent volontiers pour élaborer des diagnostics convergents et répétitifs quant à leur portée et aux conclusions qui s'en dégagent.

Leurs bilans démontrent néanmoins que le système de suivi, principalement de la mobilité entrante, est très insuffisant puisque la Bolivie, la Colombie, la Dominique, la République Dominicaine, l'Équateur, le Guatemala, Haïti, Montserrat, les Antilles néerlandaises, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, Porto Rico, St Kits et Nevis, St Vincent et les Grenadines, Suriname, les îles de Turks et des Caïques ne produisaient aucune donnée sur celle-ci en 2008 et que l'Argentine et le Mexique fournissaient des informations peu actualisées (2000 pour le premier, 2002 pour le second alors même qu'à échelle nationale, des données plus récentes circulent²). Ils indiquent également que la fiabilité des données transmises à l'UNESCO par les pays membres demeure incertaine et que les tendances enregistrées à la hausse et à la baisse des volumes demeurent largement inexplicables. Ils confirment en revanche le fonctionnement de pôles sous-régionaux de concentration de la mobilité régionale (par exemple, des pays d'Amérique Centrale autour du Costa Rica mais aussi du Salvador) et le redéploiement des partenariats sur la mobilité entrante en direction de l'Amérique Centrale et du Sud dans les rares pays de la région qui ont réussi à la consolider : Cuba recevait ainsi 3740 étudiants étrangers en 1999 et 30961 en 2009. Les africains représentaient 67,4% du contingent de 1999 et 7,9% de celui-ci en 2009: cet effondrement avait été compensé par une explosion du nombre d'étudiants sud-américains (de 6,7% du total à 54,3%) et centres, nord-américains ainsi que caribéens (de 5,9% à 20,4%, entre 2004-2009), assurant à Cuba un rôle de leader régional sur la base d'accords politiques (avec une amélioration du recrutement d'étudiants : boliviens – de 26 à 5349 ; vénézuéliens – de 5 à 3526 ; équatoriens – de 4 à 1825 ; péruviens – de 14 à 1422 ; mexicains – de 7 à 994 ; argentins – de 6 à 864 et brésiliens – de 7 à 839). L'affaiblissement de la coopération avec l'Afrique a aussi été contrebalancé par les partenariats Sud-Sud avec trois pays d'Asie, la Chine (de 8 à 1882 étudiants), le Pakistan (de 17 à 953 entre 2002 et 2009) et Timor Leste (de 1 à 697 pour les mêmes dates). Le Chili pour sa part a multiplié par plus de sept le nombre de ses étudiants étrangers, en ayant largement recours au vivier latino-américain (UNESCO_GED, 2010, pp. 173-182).

Toutefois, l'identification des transformations qui marquent la mobilité en direction et en provenance de l'Amérique Latine et des Caraïbes, à partir des données UNESCO, n'est pas exhaustive comme amènent à le soupçonner des recherches, d'ordre qualitatif, produites dans la région.

Tableau 1. Mobilité entrante en Amérique Latine par pays de réception entre 1999 et 2009

PAYS/ANNÉES	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Argentine	—	3255	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Aruba	—	—	—	—	91	42	—	169	—	51	107
Barbade	—	—	589	—	—	—	—	—	890	—	1504
Bermudes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	70
Brésil	—	—	—	1260	1246	1117	—	—	—	—	—
Iles Caïman	—	—	143	—	—	—	—	200	210	346	—
Chili	1513	3477	—	4883	5211	—	1966	—	7946	12158	—
Costa Rica	—	—	—	—	—	1560	—	—	—	1480	—
Cuba	3740	6169	9735	11697	17215	13705	14414	15028	26889	29697	30961
Le Salvador	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Grenade	—	562	539	501	525	—	534	621	768	870	—
Guyane	—	—	—	—	—	—	—	—	34	—	37
Honduras	—	—	—	—	819	—	—	—	—	—	—
Jamaïque	613	797	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mexique	2293	1367	1943	1892	—	—	—	—	—	—	—
Ste Lucie	—	—	—	—	—	—	—	93	94	234	206
Trinité et Tobago	1004	1262	1211	1225	1245	969	—	—	—	—	—
Uruguay	865	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Venezuela	—	—	—	208	112	2472	—	—	—	1913	—

Source: UNESCO UIS, 2010.

Par exemple, le regain de la mobilité, qui a reposé sur le renforcement des échanges intra-régionaux, connote le passage entre un projet initial d'internationalisation, visant à améliorer l'insertion des pays de la région en Amérique du Nord et en Europe à une situation de fait, où l'internationalisation s'est développée dans sa dimension macro régionale: en raison des faibles capacités de communication dans des langues étrangères des étudiants du supérieur en Amérique Latine, de l'investissement des réseaux universitaires régionaux dans la mobilité étudiante pour des effets d'image et de l'engagement de certains gouvernements dans le raffermissement de la coopération régionale et sous régionale (en référence au Marché Commun du Sud - MERCOSUR entre l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay plus le Chili, la Bolivie, le Pérou et le Venezuela, au Marché Commun Centraméricain – MCC entre le Guatemala, le Honduras, le Salvador, le Nicaragua et le Costa Rica ou à la Communauté Andine des Nations – entre la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie), c'est en effet la mobilité de proximité qui s'est la plus répandue durant la décennie passée : elle a relié les pôles régionaux de qualité et les systèmes d'enseignement supérieur les moins consolidés, selon des interactions relevant d'une solidarité intracontinentale, de nature politique plutôt que commerciale, à la différence de celle qui prévaut parfois dans les échanges Sud-Nord.

D'autres changements ont porté sur la périodicité de la mobilité, sa direction, ses supports, ses objectifs et ses acteurs. En particulier, une mobilité courte s'est développée, appuyée par des programmes financés par les gouvernements, par la coopération internationale et bilatérale, par des associations universitaires ou professionnelles, laquelle n'est ni quantifiée ni analysée dans ses supports, ses outils et ses répercussions, de façon systématique. Ce que l'on en sait indique néanmoins que ses objectifs sont multiples (acquisition de crédits et de compétences spécifiques, réalisation de stages de formation professionnelle, apprentissages linguistiques et interculturels). Ses sujets sont hétérogènes (avec une tendance à la féminisation des effectifs, un repli des enseignants comme sujets principaux de la formation dans des pays phares durant

la décennie passée et un « rajeunissement » relatif des étudiants mobiles), tout comme ses cadres de référence (libre choix des individus, programmes de coopération entre laboratoires et écoles de pensée, actions spécifiques pour des populations ciblées).

Comme résultat de ces évolutions, la part des boursiers gouvernementaux dans le total des étudiants internationaux a diminué (Didou, 2010a) et, sauf dans quelques cas précis comme ceux de la Colombie et du Brésil, la mobilité internationale des étudiants latino-américains a été moins orientée à l'obtention d'un diplôme de post-licence qu'en moyenne internationale (Motivans, 2009). Des données éparpillées laissent accroire par ailleurs que l'on se trouve face à un mouvement naissant de substitution des locomotives nationales de la mobilité sortante, face à une activité croissante de pays petits ou moyens qui ne disposent pas encore d'une offre suffisante de post-licence in situ pour répondre aux besoins de formation mais qui doivent assumer en urgence la lourde tâche de mettre à niveau leurs enseignants et chercheurs (Nicaragua, Guatemala), pour atteindre des seuils critiques d'harmonisation internationale de leurs profils.

Finalement, il faut revenir sur le fait que non seulement le poids de la mobilité entrante a été systématiquement sous-estimé mais aussi que sa morphologie est mal connue. Sauf là encore quelques exceptions, les flux de mobilité sortante et entrante restent déséquilibrés au détriment des seconds: seuls quelques pays (Cuba, Uruguay, Chili) échappent à ce sort, soit à cause d'une politique de recrutement d'étudiants internationaux agressive et effective, soit parce qu'ils offrent un enseignement public gratuit (alors que l'équivalence entre les deux termes s'était effacée depuis plus d'une décennie dans le reste de la région), soit parce que leur stabilité sociale garantit leur attractivité aux yeux d'étudiants étrangers préoccupés par leur sécurité personnelle. Toutefois, des indices dispersés révèlent qu'il serait nécessaire de mieux justifier ce bilan quantitatif et de produire des indicateurs pertinents en la matière. Les déséquilibres signalés devraient être en effet renvoyés aux mécanismes de comptage utilisés, puisqu'ils sont souvent détectés par rapport à la mobilité longue, liée à l'obtention d'un diplôme universitaire, alors même que la mobilité entrante s'est affermie sur la base de séjours de courte et de moyenne durée, comme l'indiquent les données disponibles, dans les pays récepteurs, sur les stages de formation professionnelle, les semestres d'études à l'étranger dans le cadre de cotutelles et les apprentissages linguistiques.

En règle générale, et à la différence de ce qui s'est passé en Europe³, la diversification des formes de mobilité n'a pas été accompagnée, en Amérique Latine, par un travail visant à améliorer les statistiques produites ; par conséquent, une mesure fiable des transformations pressenties est difficile et les analyses, qualitatives, tendent à indiquer des restructurations probables plutôt qu'à émettre des recommandations sur la base de suivis.

Cette situation renforce trois problèmes majeurs de la recherche régionale sur la mobilité : d'abord, la tendance à privilégier une production inertielle, justifiée par la glose récurrente des données mises à jour par l'UNESCO et par l'identification de tendances plutôt qu'à recentrer les recherches sur des topiques porteurs, comme les acteurs de la mobilité : alors qu'en France, il existe plusieurs études qualitatives ou statistiques sur les étudiants étrangers (Enafaa et Paivandi, 2008 ; De Brito, 2004-5 ; Campus France, *op.cit.*), la recherche latino-américaine fait l'impasse sur ceux-ci. Ensuite, le peu d'intérêt pour mettre en perspective les situations identifiées en Amérique Latine et dans les Caraïbes et celles détectées ailleurs : par exemple, comment interpréter le fait que la mobilité étudiante internationale a augmenté de 75% entre 2000 et 2008 à échelle mondiale et seulement de 15% à échelle régionale pour redéfinir les politiques de coopération internationale et consolider l'offre de formation ?

Enfin, la difficulté à situer la question retenue par rapport à un ensemble de phénomènes migratoires afin de l'interroger sous d'autres angles : pourtant, le clivage entre les tendances de croissance de la mobilité étudiante internationale (faible) et celles de la migration des ressources humaines hautement qualifiée (forte) conduirait à se demander quelle est la part de la première dans la seconde, topique sur lequel on ne dispose que de données éparpillées et lacunaires parce qu'il n'intéresse pas au premier chef les démographes et les économistes (qui dominent les études sur la migration) et qu'il a en Amérique Latine encore peu interpellé les spécialistes en éducation.

2. La mobilité internationale : un objet légitime pour la recherche en éducation en Amérique Latine et dans les Caraïbes ?

L'Amérique Latine est une région à forte tradition en sciences sociales : en conséquence, elle a consolidé, depuis les années 70, des traditions intellectuelles de production, en sociologie politique et en histoire particulièrement, qui s'attachent à mettre à plat les effets de programmes et des institutions qui ont contribué à la reproduction et à l'élargissement des élites nationales, académiques, intellectuelles et professionnelles (depuis Camp, 1970 sur le Mexique à García et al, 2009 sur le Brésil). Ses tenants démontrent en référence à certains groupes socioprofessionnels ou politiques (les économistes – en Argentine, Cabrera, s.d ; au Chili et en Colombie, Palacios, 2001 ; Montesinos, 2005), mais aussi les juristes (Dezalay et Garth, 2002), les sociologues (Schwartzman *et al.*, 2009) et les psychologues au Brésil ou les dirigeants de partis politiques du parti Action Nationale au Mexique (Hernández Vicencio, 2006) comment les études suivies dans des établissements de prestige à l'étranger (l'école de Chicago pour les économistes chiliens qui ont participé au gouvernement Pinochet) ont favorisé l'émergence de groupes de pouvoir, de lobbies et de réseaux d'influence (Kobek, 2001) et ont expliqué leurs choix de politiques, tant en matière de projets de développement pour les pays d'origine que de diplomatie. La circulation internationale pour études est de ce fait considérée comme un facteur qui explique les adhésions à certaines écoles de pensée (Cañedo et García, 2004-2005) mais aussi les solidarités interindividuelles des « anciens » de tel ou tel établissement, entretenues par des rites mais aussi des intérêts partagés. Elle permet également de lire comment les pays de la région s'insèrent dans la mondialisation (García et Muñoz, 2009); elle sert à interpréter les prises de décision stratégiques et les relations de solidarité préférentielle, entre ex-étudiants plus ou moins organisés en associations ou en fraternités et mobilisés pour l'occupation et la transmission, entre pairs, des postes de pouvoir et des positions de décision. Plus récemment, la réflexion sur les néo-élites et l'*empowerment* des groupes marginaux a débouché sur l'analyse des initiatives en cours pour la formation de noyaux de dirigeants provenant de populations vulnérables – Estrada et Puello-Socarras, 2005 –, en particulier indigènes.

C'est néanmoins dans l'orbite de la réflexion effectuée par les démographes, économistes et sociologues sur la fuite des cerveaux et la circulation des compétences que l'on localise l'essentiel de la production académique récente sur la mobilité étudiante internationale, comme un élément qui explique autant l'affaiblissement des capacités endogènes de développement dans les pays les plus affectés par l'émigration que l'internationalisation croissante des équipes de recherche. Les spécialistes des questions migratoires se sont d'ailleurs intéressés à certains aspects de la mobilité étudiante qui échappent souvent aux chercheurs en éducation : par exemple, ils ont montré que, à échelle régionale, le taux moyen d'augmentation de la mobilité étudiante internationale en Amérique Latine est resté quasiment stagnant entre 1999 et 2008, à la différence de celui relatif à la migration de ressources humaines hautement qualifiées qui a explosé (+155,2%) – Lozano, 2009, p. 7⁴. Ils ont produit des

éléments pour dessiner une carte du risque migratoire, en fonction des taux d'émigration hautement qualifiée et des proportions de diplômés universitaires qui restent dans leur pays d'origine et de ceux qui réalisent leurs études universitaires à l'étranger et ne reviennent pas : en ce sens, même si le Mexique et le Brésil sont les deux pays qui envoient les plus gros volumes d'étudiants hors de leurs frontières, ils sont bien moins touchés, en termes relatifs, par les départs que ne le sont les pays d'Amérique Centrale (particulièrement le Salvador, le Nicaragua et le Guatemala) et des Caraïbes⁵. Quelles sont les implications de cette situation pour la mise en place de politiques tant nationales que de co-développement à échelle régionale? On l'ignore malheureusement.

Que peut alors apporter la recherche en éducation à ces traditions bien ancrées de production des connaissances sur la mobilité? Ses contributions renvoient d'abord à des perspectives d'analyse des politiques publiques, centrées principalement sur la sociologie des organisations, et qui portent surtout sur la recherche. Leur répertoire rassemble en priorité celles qui ont visé le renforcement de certaines aires disciplinaires en Amérique Latine par le biais de la formation acquise à l'étranger par des groupes d'excellence dont les membres ont été boursiers du gouvernement et qui ont favorisé des transferts de savoirs entre groupes d'élites (en nanotechnologies ou sciences sociales). Il indique, en second lieu, l'essor d'une sociologie des professions académiques, qui décrit leurs mécanismes historiques de consolidation, au travers des mobilités bi- ou multilatérales des étudiants et des personnels scientifiques, au long du XIX^e et du XX^e siècle : il n'est pas anodin de signaler là le développement d'un courant de recherche sur l'utilisation de manuels universitaires d'enseignement produits à l'étranger dès le XIX^e siècle, sur les langues de transmission des connaissances spécialisées et sur la diffusion d'instruments et d'équipements, au travers de la mobilité scientifique, très porteuse en termes de production et réélaboration des techniques.

Selon des approches similaires, la création et le rayonnement de centres de recherche de pointe en Amérique Latine (Faculté Latino-américaine des sciences sociales-FLACSO au Chili, Beigel, 2009 ; Institut Torcuato di Tella en Argentine, Plotkin et Neiburg, 2004) ont également été étudiés. Il s'est agi alors d'analyser l'adoption de modèles ou de paramètres de légitimation externe et leur influence dans la restructuration des systèmes scientifiques, selon des hiérarchies de prestige, nationales et internationales, en situation de combinaison ou d'exclusion mutuelles. Dans une optique convergente, quoique plus axée sur la sociologie des sciences et de la connaissance, ont été analysés les programmes de coopération internationale du Nord envers le Sud (et, en particulier, le rôle joué par des organismes comme la Fondation Ford dans le renforcement de la science politique au Brésil – Keinert et Silva, 2010 –, ou comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International dans la redéfinition des politiques économiques au Brésil et en Argentine, Ramirez, 2010), souvent selon des lignes d'interprétation renvoyant aux théories de la dépendance.

En ce qui concerne l'expansion du champ scientifique, les chercheurs se sont intéressés à l'action publique et aux mesures de financement et de décentralisation qui en ont découlées mais aussi à l'apport des vagues d'exil à l'histoire des idées et au renforcement des élites intellectuelles sous des angles soit prosopographiques, soit biographiques : ils privilégient l'étude des parcours de formation, production et projection de grandes figures (les prix Nobel) ; ils analysent les dynamiques d'autonomisation de domaines disciplinaires suite à l'afflux massif de chercheurs étrangers dans des conjonctures politiques adverses (sciences médicales ou chimie et exil républicain espagnol) ; ils récupèrent leurs contributions au renouvellement des objets et traditions de recherche (la physique à la UNAM au Mexique) et à la naissance et au fonctionnement de sociétés savantes.

Un autre domaine où le nombre d'articles publiés a augmenté de manière sensible durant les 10 dernières années est celui de l'évaluation des programmes et des politiques publiques : au premier chef, on trouve celles d'appui à la formation à l'étranger (bourses et crédits : Mazza, 2009 ou Cañedo et García, 2004-2005 pour le Brésil ; Maldonado, 2010 ou Luchilo, 2010 pour le Mexique) et à l'organisation de diasporas (Lopez Chatelt, 2009 pour le Mexique ; Lema, 2004). On détecte également de fréquentes analyses des programmes de coopération internationale, dans des perspectives d'expertise ou de reconstruction d'une mémoire historique des expériences passées ou en cours (Quesada, 2010 pour le Chili ; Bigot, 2010 pour l'Argentine ; Morones, 2010 pour le Mexique).

Avec une moindre constance, certaines mesures de retour, ponctuel ou en tant que rapatriement définitif, ont également été considérées (Peña Cid, 2010 au Mexique; Babalchevski et Marqués, 2009 au Brésil) même si la réinsertion professionnelle des enseignants et chercheurs formés à l'étranger dans les établissements d'enseignement supérieur de leurs pays d'origine reste encore insuffisamment étudiée, comme d'ailleurs l'est en général le retour des migrants (OIM, 2009). On a également localisé quelques articles sur les scientifiques latino-américains installés à l'étranger, en particulier en Espagne : ils s'intéressent à leurs métiers et à leurs offices – en sciences sociales par exemple (Santamaría, 2009), à leurs origines territoriales et à leurs schémas associatifs ou à leurs parcours de formation et à leurs décisions de départ mais leur fréquence est encore réduite. L'est encore plus celle des articles sur l'incorporation des scientifiques étrangers, titulaires d'un diplôme obtenu dans leur pays d'origine ou dans un pays tiers, aux établissements latino-américains (Izquierdo, 2008, pour la UNAM au Mexique). Au-delà de ces apports spécifiques sur la gestion, les résultats et les répercussions des initiatives pour le renforcement de la mobilité, certains chercheurs se sont intéressés à la manière dont celles-ci s'insèrent dans une action publique orientée, depuis près de 20 ans, vers la restructuration des dispositifs d'enseignement supérieur, l'accréditation et l'assurance qualité des établissements ainsi que des cursus, et l'administration des systèmes de formation et de recherche.

En raison de l'intérêt croissant pour la mobilité étudiante depuis la recherche en éducation et souvent sous couvert de commandes émises par des organismes internationaux, il faut finalement souligner que des articles pionniers de repérage ont récemment rendu compte de l'état de l'information et de la littérature sur des problématiques spécifiques : on peut citer parmi les rares exemples identifiés l'article concernant l'analyse systématique des ressources et informations disponibles sur les programmes de bourses, à échelle régionale (Donofrio et Gelman, 2009 pour l'Organisation des États Ibéro américains-OEI) et celui portant sur les recherches sur la migration hautement qualifiée au Chili (Cano et Soffia, 2008). La production de travaux de ce type devrait être encouragée à l'avenir.

3. Vers une complexification de l'agenda de recherche sur la mobilité étudiante

Au regard de cette première exploration, il est loisible de proposer un état des lieux structuré autour des particularités suivantes, encore largement hypothétiques :

- La recherche en éducation sur la mobilité internationale (des doctorants surtout) a balisé essentiellement le champ des politiques, publiques plutôt que d'établissements, pour l'internationalisation de la recherche et pour la consolidation de domaines disciplinaires ciblés, aux plans national et international.
- Elle demeure très déficitaire en ce qui concerne l'étude qualitative des étudiants, tant de leurs profils démographiques que des cursus/ établissement/cycle scolaire choisis et des décisions de retour, c'est à dire de leurs traits particuliers en tant que sujets sociaux ou sujets scolaires, à la différence de ce que l'on constate aux États-Unis et en France.

- A ce propos, la question des sujets a été abordée essentiellement sous deux angles en Amérique Latine : celui de l'appartenance aux élites académiques et de recherche, par le biais des trajectoires internationalisées de formation selon les disciplines (Didou et Gérard, 2010 sur le Mexique) et celui des logiques d'acquisition du prestige, dans des systèmes scientifiques de plus en plus compétitifs. Dans ces perspectives, la mobilité est perçue comme un facteur d'explication des trajectoires dans un secteur professionnel plutôt que comme un espace d'organisation et de visibilité d'acteurs émergents.
- Le nombre des articles sur la mobilité étudiante internationale, qu'ils soient publiés dans des revues générales de sociologie et de démographie ou spécialisées en éducation, a augmenté mais les approches utilisées et les questions de recherche abordées sont demeurées très conventionnelles, tant en ce qui touche aux acteurs (collectifs et individuels) engagés dans des parcours de mobilité, dans leur promotion et leur suivi qu'aux répercussions des politiques dans la réorganisation des champs scientifiques, dans le profil et l'offre des cursus et dans les modes de travail des établissements.
- Quelle que soit l'appartenance disciplinaire des chercheurs qui ont produit durant la décennie passée des analyses sur les mobilités sortante et entrante et sur les retours, ils se sont plus intéressés à la première qu'aux deux autres. Ces clivages ont provoqué l'impression que l'on sait tout ce qu'il est utile de connaître sur ce phénomène alors même que plusieurs de ses facettes restent méconnues.

Par conséquent, repenser un agenda de recherche en éducation sur la mobilité étudiante internationale, afin d'améliorer la compréhension et le suivi du phénomène, de restructurer les banques de données le concernant⁶ et de proposer des expertises plus fines des problématiques qui en découlent, impliquerait un travail de longue haleine, en concertation sur les objets à incorporer et sur les perspectives conceptuelles à développer.

Malgré ses limites, l'analyse effectuée dans cet article suffit à indiquer que, quelles que soient les sources consultées et les entrées choisies, la recherche en éducation connaît des difficultés pour rendre compte des transformations, qui, en mode mineur, affectent la mobilité (par exemple, l'émergence de collectifs d'étudiants internationaux en situation de séjours de brève durée, tant en Amérique Latine qu'à l'étranger) et pour formuler des questions permettant de leur conférer du sens. La consolidation de nouvelles figures d'étudiants mobiles (par exemple, les *free movers* ou les étudiants travailleurs) est-elle symptomatique d'un changement dans la représentation imaginaire et le fonctionnement social d'une mobilité internationale qui ne repose plus exclusivement sur les voyages de formation des héritiers? Connote-t-elle ses rôles concurrents dans des registres de signification qui en font une stratégie d'intégration précoce à divers groupes d'élite, un « plus » dans la formation professionnelle, principalement capitalisable sur le marché académique et un facteur d'appartenance à des marchés transnationaux, au fonctionnement standardisé conformément à des critères internationaux d'excellence globalement définis? Les inscriptions multiples de la mobilité internationale renvoient-elles à un processus de reconceptualisation culturelle de celle-ci et devraient-elles conduire à une réorganisation des politiques qui l'encouragent? Pour répondre à ces interrogations, il faudrait réduire les effets d'invisibilisation et d'incomparabilité, entraînés par les mesures de la mobilité et par le manque d'informations suffisantes et à jour. Il est, dans l'état présent de l'information, presque impossible d'établir la signification des diverses mobilités afin de vérifier si elles servent à acquérir des formations pointues, indisponibles dans les pays préexistantes, si elles renvoient à des projets individuels de carrière ou si elles traduisent des choix de consolidation d'équipes ou des projets d'établissement dans le domaine de la recherche scientifique.

D'autres questions surgissent non pas tant sur les résultats obtenus par les programmes de mobilité étudiante internationale en fonction des investissements et des objectifs que sur leurs répercussions socioculturelles dans la constitution de réseaux ou de groupes déterritorialisés de travail et d'entraide, dans le fonctionnement de lieux associatifs pour le partage d'informations et de ressources et dans l'implication des familles des étudiants dans la facilitation des parcours des jeunes en phase de préparation au départ. Une série d'interrogations supplémentaires porte sur la faisabilité d'articuler recherches en éducation et diagnostiques de conjoncture aidant à la prise de décision à propos d'articulations conjoncturelles, comme celle reliant la crise économique mondiale de 2008 et les hauts et bas de la mobilité internationale (Didou, 2010b), à des fins de conseil autant que de savoir.

Il serait finalement souhaitable que les chercheurs en éducation se posent la question des échelles et des perspectives d'approche. Eu égard à l'état des données, la plupart des objets considérés ont été analysés par le biais d'études exploratoires, souvent de nature qualitative ou presque ethnographique : le matériel de référence utilisé est obtenu grâce à des entretiens, dont le nombre est certes varié, mais dont les résultats sont difficilement généralisables et comparables. Une perspective à développer à l'avenir serait donc celle de l'éducation comparée, afin d'obtenir des visions régionales ou sous régionales tant des mécanismes et des dispositifs de soutien que des intérêts et des logiques d'action des acteurs. Une autre serait celle de recherche partagée entre pays d'envoi et de réception, sur des axes communs de préoccupation, comme celui des initiatives pour l'insertion dans les pays d'accueil des étudiants ainsi que pour l'amélioration de leurs processus de socialisation et de leur accompagnement (Agulhon et de Brito, 2009).

Conclusion

Les recherches sur la mobilité étudiante, dans ses conditions actuelles de fonctionnement, et sur les dynamiques qui président aux retours des personnes formées scolairement à l'étranger montrent qu'il serait bon de les analyser plus en profondeur : parmi les questions à explorer en priorité, on peut mentionner leurs implications pour le ré-ordonnement des programmes de bourses, d'accréditation et de renforcement des capacités endogènes de formation dans le domaine de l'enseignement supérieur, le recrutement de personnel scientifique, le fonctionnement de réseaux disciplinaires déterritorialisés dans le champ de la recherche scientifique et l'organisation de liens de coopération stratégique avec les communautés de citoyens résidant à l'extérieur dans celui des relations internationales.

Au-delà, les dynamiques de la mobilité étudiante et ses connections, souvent méconnues, avec la migration professionnelle, gagneraient à être établies : il faudrait en dévoiler les déterminants, dans les pays d'origine et d'insertion, selon les disciplines et les marchés spécifiques d'emploi. Il faudrait savoir comment la mobilité, physique ou virtuelle, des cerveaux, des capacités et des habiletés, crée dans le pays même des champs de professionnalisation, liés à la consommation internationale de services de bien-être (dans le domaine de la Santé et de la *care industry*) (Perez et Silas, 2010), favorise l'émergence de formes non conventionnelles de travail scientifique ou la production de néo-leaderships. Sous ces angles, l'un des défis consiste à approfondir recherches et données sur la mobilité internationale des étudiants universitaires et sur ses impacts économiques, professionnels et politiques. Un autre est de détecter ses répercussions innovatrices tant dans les modes de constitution du social que dans les formes de légitimation de groupes ciblés et diversifiés d'acteurs et de collectifs de décideurs, nationaux et internationaux.

Notes

1. Département de Recherches Éducatives du Centre de Recherches et Études Avancées, à Mexico, Mexique (DIE-CINVESTAV, selon les sigles en espagnol). Assurance qualité et les nouveaux pourvoyeurs d'Enseignement Supérieur en Amérique Latine et Observatoire sur les Mobilités Scientifiques et Académiques, IESALC_UNESCO (<http://www.iesalc.org/ve/observatorios>).
2. Au Mexique, les dernières données produites sur la mobilité entrante indiquent qu'il y aurait 1335 étudiants étrangers inscrits en licence (ANUIES, 2007). Il faudrait y ajouter un peu plus de 600 étudiants inscrits dans des cursus de post-licence.
3. En France, Campus France élabore en permanence le suivi de la mobilité entrante et sortante, avec des fiches pays et des études par région d'origine des étudiants étrangers (Campus France, 2008 et 2010). Le DAAD en Allemagne met sur son site Web des statistiques relativement complètes sur les étudiants étrangers par lieux de provenance, domaines d'études et types d'établissement.
4. Entre 2001 et 2009, le nombre des étudiants internationaux est passé de deux millions à 3430000 (<http://www.atlas.iienetwoosk.org/?p=48027>, consulté le 28 novembre 2010).
5. En 2005, les lauréats mexicains d'un doctorat obtenu aux États-Unis représentaient 14% de ceux ayant obtenu ce même diplôme dans le pays, selon une tendance décroissante puisque le pourcentage respectif s'élevait à 23% cinq ans auparavant. Au Brésil, la proportion était de 20% en 2006 et suivait une courbe d'évolution inverse (Luchilo, 2010, pp. 9 et 15). Au regard de ces proportions, peut-on affirmer que le Mexique est moins dépendant que le Brésil des États-Unis en ce qui concerne la formation de ses docteurs ou devrait-on nuancer cette hypothèse en mettant en regard les aires disciplinaires, les évolutions des chiffres globaux de formation à ce niveau, les coûts contrastés des cursus ou les délais respectifs d'obtention des diplômes? Il faudrait pour y réussir disposer de données plus systématiques et plus fines que celles actuellement publiées. Il faudrait aussi disposer de cet indicateur à échelle régionale, afin de définir par exemple des programmes adéquats d'échanges sur une base bilatérale.
6. Par exemple, l'Institut International des États-Unis qui, dans ses rapports annuels intitulés *Open Doors*, produit des statistiques sur la mobilité étudiante internationale vers et depuis les États-Unis, a organisé depuis 2009 des *think tank* nationaux – dont l'un au Mexique – visant à évaluer la qualité des données en fonction des intérêts manifestés par les pays de départ. Au Mexique encore, l'Association Nationale des Universités et Institutions d'Enseignement Supérieur présenta, le 16 mars 2011, aux spécialistes, experts et chercheurs un nouveau système d'enregistrement et de traitement de données sur la mobilité internationale.

Références bibliographiques

- AGULHON, C. et XAVIER DE BRITO, A. *Les étudiants étrangers à Paris: entre affiliation et repli*, Paris, l'Harmattan, Col. Logiques sociales, 2009.
- ANUIES, *Informe de Resultados del diagnóstico de la cooperación académica en las IES afiliadas a la ANUIES*. México, ANUIES, 2007.
- BALBACHEVSKI, E. et MARQUES, F. Fuga de cerebros en Brasil: los costos públicos de un errado entendimiento de una realidad académica. Dans Sylvie Didou et Etienne Gérard, *Fuga de cerebros, movilidad académica y redes científicas. Perspectivas latinoamericanas*, México-Venezuela, IESALC/CINVESTAV/IRD, 2009. Disponible sur internet : <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001864/186433s.pdf>.
- BEIGEL, F. La FLACSO chilena y la regionalización de las ciencias sociales, *Revista Mexicana de Sociología*, México, El Colegio de México, vol. 71, n° 2 (Avril-Juin), 2009, pp. 319-349.
- BIGOT, A. et MAISONNEUVE, E. *Acuerdo Rosario/Santiago/Bordeaux : arquitectura y urbanismo*, Caracas, IESALC-UNESCO, OBSMAC, 2010. Disponible sur internet : http://www.iesalc.unesco.org/ve/index.php?option=com_content&view=article&id=2177%3Aacuerdo-rosariosantiagobordeaux-arquitectura-y-urbanismo&catid=201%3Aexperiencias-y-programas&Itemid=770&lang=es.

- CABRERA, M. C. *El papel de los economistas durante la década del noventa. Un análisis de la construcción de hegemonía*. Paper n° 17, Université de Buenos Aires, s.d. Disponible sur internet : <http://www.iigg.fsoc.uba.ar/grassi/textos/Artic17.doc>.
- CAMP, R. A. *The role of the tecnico in policy making in Mexico: a comparative analysis in developing bureaucracy*, États-Unis, Université d'Arizona, 1970.
- CAMPUS FRANCE. *La mobilité des étudiants d'Amérique Latine*, Paris, Campus France, Les notes, n° 26, octobre, 2010.
- CAMPUS FRANCE. *Les étudiants internationaux: chiffres clés*, Paris, Campus France, brochure, septembre, 2008.
- CAÑEDO, L et GARCIA, A. Les boursiers brésiliens et l'accès aux formations d'excellence internationale, *Cahier du Brésil contemporain*, Paris, EHESS, n° 57-60, 2004-5, pp. 21-48.
- CANO, V. et SOFFIA, M. Los estudios sobre migración internacional en Chile: apuntes para una agenda de investigación actualizada, *Papeles de población*, UAEM, México, n° 61, juillet-septembre, 2008, pp. 129-167. Disponible sur internet : http://www.scielo.unal.edu.co/scielo.php?pid=S0120-25962008000200004&script=sci_arttext&tlng=es.
- DE BRITO, A. Transformations institutionnelles et caractéristiques sociales des étudiants brésiliens en France, *Cahiers du Brésil contemporain*, Paris, n° 57-60, 2004-5, pp. 74-107.
- DEZALAY, Y. et GARTH, B. *La internacionalización de las luchas por el poder: la competencia entre abogados y economistas por transformar los estados latino-americanos*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Unibiblos, 2002.
- DIDOU, S. *México: políticas gubernamentales para la salida y el retorno de personal altamente calificado*, Caracas, IESALC-UNESCO/OBSMAC, 2010a. Disponible sur internet : <http://www.iesalc.unesco.org.ve/dmdocuments/obsmac.pdf>.
- DIDOU, S. La mobilité internationale des étudiants mexicains dans la crise, *Économies et sociétés*, Paris, Université de Nanterre, n° 43, 4/10, 2010b, pp. 645-662.
- DIDOU, S. et GÉRARD, É. *El SNI, veinticinco años después: entre internacionalización y distinción*, México, ANUIES, 2010.
- DONOFRIO, M. G. et GELFMAN, J. Fuentes de información para el análisis de resultados e impactos del programas de becas en ciencias e ingenierías en América Latina, *Revista CTS*, n° 13, vol. 5, pp. 103-130.
- ENAFAA, R. et PAIVANDI, S. *Les étudiants étrangers en France : enquêtes sur les projets, les parcours et les conditions de vie*, Paris, OVE, 2008.
- ESTRADA, J. et PUELLO-SOCARRAZ, J. F. Elites, intelectuales y tecnocracia: calidoscopio contemporáneo y fenómeno latinoamericano actual, *Revista Colombia Internacional*, Bogotá, n° 62, juillet-décembre, pp. 100-119, 2005. Disponible sur internet : <http://colombiainternacional.uniandes.edu.co/view.php/473/1.php>.
- FÉLIX CORRAL, M. C. Los flujos migratorios de estudiantes mexicanos de posgrado hacia el extranjero, ANUIES, *Revista de la Educación Superior*, vol. 32, n° 1, pp. 69-85.
- GARCÍA, A. Circulation internationale et formation d'une école de pensée latino-américaine (1945-2000), *Social Science Information*, Londres, Sage, vol. 44, n° 2-3, pp. 521-555.
- GARCÍA, A. et MUÑOZ, M. C. (coord.), *Mobilité universitaire et circulation internationale des idées : le Brésil et la mondialisation des savoirs*, Paris, ARES- EHESS, Hors série, n° 2, Juin, 2009.
- HERNÁNDEZ VICENCIO, T. La elite de la alternancia: el caso del Partido Acción Nacional, *Revista Mexicana de Sociología*, El Colegio de México, n° 68, oct.-déc., 2006, pp. 617-666.
- IIE. *Open Doors, 2010, International students in the US*. Disponible sur internet : <http://www.iie.ir/en/who-we-are/News-and-Events/Press-Center/Press-Releases/2010>. Consulté le 26 novembre 2010.
- IZQUIERDO, M. A. *Los científicos extranjeros en la UNAM (1990)*. México, COMIE, IX Congreso de Investigación educativa, 2008. Disponible sur internet : www.comie.org.mx/congreso/memoria/v9/ponencias/at04/PRE1178300605.pdf.

- KEINERT, F. C. et SILVA, D. P. A gênese da ciência política brasileira, *Tempo Social*, São Paulo, vol. 22, n° 1, pp. 78-99. Disponible sur internet : http://www.scielo.br/scielo.php?pid=S0103-20702010000100005&script=sci_arttext&tlng=pt.
- KOBEK, P. *Los intelectuales corporativos y los think tanks del nuevo milenio*, Madrid, GEDISA, 2001.
- LEMA, F. *La construcción de la sociedad del conocimiento en América Latina: la diáspora del conocimiento*, Universidad de Santiago de Chile, Instituto de Estudios Avanzados, n° 5, 2004.
- LÓPEZ CHATELT, P. A. *Diáspora calificada mexicana*. México, OIM-SER, 69 Jornada informativa de la Red de Talentos, 31 août, 2009. Disponible sur internet : <http://www.redtalentos.gob.mx/images/69/pres/69oim.pdf>.
- LOZANO, A. La contribución de los migrantes calificados a sus países de origen: límites y posibilidades. Dans *Reunión internacional. Contribuciones de las diásporas y transferencia de conocimientos*. México DF, OIM/SRE, 31 août, 2009.
- LUCHILO, L. *Las políticas de apoyo a la formación de posgrado en América Latina: tendencias y problemas. Evaluando resultados de los Programas de Apoyo a Becas de posgrado*, México DF, CONACYT-AMC, Foro internacional, 24 Juin, 2010.
- MALDONADO, A. *Tres reflexiones y algunos datos sobre la movilidad estudiantil México-Estados Unidos*, IESALC, OBSMAC, 2010. Disponible sur internet : <http://www.iesalc.unesco.org.ve>.
- MAZZA, D. Intercâmbios acadêmicos internacionais: bolsas CAPES, CNPQ y FAPESP, *Cadernos de Pesquisa*, São Paulo, vol. 39, n° 137, 2009, pp. 521-547.
- MONTESINOS, V. Notas sobre la evolución e influencia de la tecnocracia económica en Chile. Dans J. Estrada Álvarez, *Intelectuales, tecnócratas y reformas neoliberales en América Latina*. Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, Unibiblos, 2005.
- MORONES, G. *La Anuies y los programas de cooperación internacional para las universidades mexicanas*, Caracas, UNESCO-IESALC, OBSMAC, 2010. Disponible sur internet : http://www.iesalc.unesco.org.ve/index.php?option=com_content&view=article&id=2312%3AAla-anuies-y-los-programas-de-cooperacion-internacional-para-las-universidades-meexicanas&catid=201%3Aexperiencias-y-programas&Itemid=770&lang=es.
- MOTIVANS, A. *Tendencias mundiales en la movilidad estudiantil*, Paris, UNESCO, Edu-Info, 2009. Entrevue en Juillet, 2009, disponible sur internet : http://portal.unesco.org/education/es/ev.phpURL_ID=59341&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html. Consulté le 12 octobre 2009.
- PALACIOS, M. Saber es poder: el caso de los economistas colombianos. Dans M. Palacios, *De populistas, mandarines y violencias: luchas por el Poder*, Bogotá, Editorial Planeta, 2001, pp. 99-158.
- PEÑA CID, R. La fuga de cerebros en las relaciones internacionales, *Revista de Relaciones Internacionales*, UNAM, n° 101-102, mai-déc., 2008, pp. 99-120. Disponible sur internet : <http://www.ojs.unam.mx/ojs/index.php/rri/article/viewFile/16310/15516>.
- PÉREZ, P et SILAS, J. C. *Formación de profesionales de la Salud en la Frontera Norte de México: el caso de las enfermeras*, Caracas, UNESCO-IESALC- OBSMAC, 2010. Disponible sur internet : http://www.iesalc.unesco.org.ve/index.php?option=com_content&view=frontpage&Itemid=750?=es.
- PLOTKIN, M. et NEIBURG, F. Elites intelectuales y ciencias sociales en la Argentina de los años 60. El Instituto Torcuato Di Tella y la Nueva Economía. Dans M. Plotkin et F. Neiburg (ed.), *Intelectuales y Expertos. La constitución del conocimiento social en la Argentina*, Buenos Aires, Editorial Paidós.
- QUESADA, F. *Movilidad académica y desarrollo universitario: el convenio entre la Universidad de Chile y la Universidad de California*, Caracas, IESALC-UNESCO, OBSMAC, 2010. Disponible sur internet : http://www.iesalc.unesco.org.ve/index.php?option=com_content&view=article&id=2515%3Amovilidad-academica-y-desarrollo-universitario-el-convenio-entre-la-universidad-de-chile-y-la-universidad-de-california&catid=199%3Amovilidad-estudiantil-expertos-opinan&Itemid=771&lang=es.
- RAMÍREZ, H. Genealogías del consenso: Brasil y Argentina, 1961-1991, *A contracorriente*, Universidad estadual de Londrina, vol. 7, n° 3, 2010, pp. 185-218. Disponible sur internet : http://www.ncsu.edu/project/contracorriente/spring_10/articles/Ramirez.pdf.

SANTAMARÍA, E. Migraciones y ciencias sociales: el caso de los científicos sociales latino-americanos en España, *Reis*, vol. 116, nº 6, 2009, pp. 271-288. Disponible sur internet : <http://reis.metapress.com/content/kh00466110p124j4/fulltext.pdf>.

SCHWARTZMAN, S. *et al.* *O sociólogo e as políticas públicas*, Rio de Janeiro, FVG editores, 2009.

Resumen

En ese artículo, proponemos ofrecer un balance de las investigaciones efectuadas en América Latina sobre una cuestión específica, la de la movilidad estudiantil internacional durante la primera década del 2000. El propósito principal es elaborar un estado de la cuestión, estructurado en tono a un análisis sistemático de la información recopilada para medirla y de los tópicos principales analizados por la literatura científica. Para identificar sus redundancias y aportes en relación a otros acercamientos concurrentes en sociología, economía o demografía, identificamos los registros a los que ésta literatura se refiere. Concluimos con algunas sugerencias en relación a contenidos para la agenda de investigación así como a la consolidación de algunas metodologías.

Palabras clave: Investigación educativa – Estado de la cuestión – Movilidad estudiantil internacional – Políticas públicas de investigación y educación superior

Abstract

In this paper, we will propose a state of the art of the research, produced during the first decade of 2000 on a specific issue, the international student mobility in Latin America. Our main goal is the elaboration of a systematic analysis of the information generated on this question and the main problematic attended by educational researchers. To identify their results and their repetitions, in relation with another disciplinary perspectives (demographic, economic, sociological), we will identify their approaches. We will conclude with some commentaries on pending questions for the research agenda and suggestions on used methodologies.

Keywords: Educational research – State of the art – International student mobility – Public policies for research and higher education

Resumo

Neste artigo, propomos esboçar um balanço das investigações efectuadas na América Latina, sobre uma questão específica: a da mobilidade internacional dos estudantes durante a última década. O objectivo principal é fazer o ponto da situação sobre o estado do conhecimento estruturado em torno de uma análise sistemática dos dados utilizados para o medir e dos temas da literatura produzida pela investigação em educação. Para identificar as suas redundâncias e os seus contributos originais em relação a outras abordagens concorrentes em sociologia, economia e demografia, identificámos os registos a que esta literatura se refere. Concluimos com algumas recomendações que visam sugerir conteúdos para uma agenda de investigação e de desenvolvimento de certas metodologias.

Palavras-chave: Investigação em educação – Estado do conhecimento – Mobilidade internacional do estudante – Investigação de políticas públicas e do ensino superior